



Le 18 août 2005

Le Très honorable Paul Martin
Premier ministre du Canada
Bureau du premier ministre
80, rue Wellington
Ottawa (ON) K1A 0A2

Monsieur le Premier Ministre,

Objet : La contribution du Canada au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

En tant que coalition regroupant des organisations de développement international, des organisations humanitaires internationales, des organismes de lutte contre le sida, des syndicats, des groupes confessionnels et des organisations de défense des droits de la personne, nous vous écrivons pour vous encourager à continuer à soutenir l'engagement du Canada envers le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en promettant une généreuse contribution lors de la conférence de reconstitution des ressources qui se tiendra à Londres les 5 et 6 septembre 2005.

Le Fonds mondial est un mécanisme de financement novateur qui a obtenu de bons résultats en très peu de temps. Les programmes financés par le Fonds mondial ont élargi les services de prévention et de traitement du VIH/sida, du paludisme et de la tuberculose. Jusqu'à présent, 130 000 personnes reçoivent un traitement pour le sida; 385 000 personnes ont été soignées pour la tuberculose et 1,35 million de moustiquaires ont été distribuées ou imprégnées d'insecticide afin de prévenir le paludisme.

Mais ce n'est évidemment qu'un début. Il faut assurer un financement suffisant du Fonds mondial si l'on veut que l'amélioration longtemps attendue du traitement et de la prévention de ces affections devienne réalité. Le Fonds mondial estime avoir besoin d'environ 2,9 milliards de dollars américains en 2006 et 4,2 milliards en 2007 pour respecter les engagements actuels et répondre aux nouvelles demandes. Ces sommes dépassent largement les fonds qui ont été requis dans les premières rondes de financement, en partie parce qu'il faut intensifier considérablement la lutte contre ces trois maladies et aussi parce que le Fonds mondial doit maintenant renouveler les bourses approuvées plus tôt en même temps qu'il doit approuver de nouveaux projets.

Le Canada n'a pas encore annoncé les sommes qu'il compte engager pour 2006 et 2007. Compte tenu des contributions promises ou annoncées à ce jour, il semble que le Fonds enregistra un manque à gagner de plus d'un milliard de dollars américains chaque année. De plus, en 2005, le Fonds a besoin de 700 millions de dollars américains pour renouveler les projets en cours et

financer de nouveaux projets dans le cadre de la cinquième ronde. Or, si ce manque de fonds persiste, des projets de qualité destinés à lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme seront refusés et la santé de millions d'êtres humains continuera à être minée.

Nous exhortons le Canada à contribuer sa juste part au Fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme afin d'aider à résorber la crise de financement. Le Canada contribue environ 4 p. 100 à d'autres mécanismes de financement multilatéraux tels que le Fonds international de développement agricole et le Fonds pour l'environnement mondial. Nous considérons que dans le cas du Fonds mondial, notre juste part s'élèverait à environ 150 millions de dollars américains par année pour 2006 et 2007, ce qui représente presque 4 p. 100 des besoins du Fonds.

La prochaine conférence de reconstitution de ressources se tiendra à Londres (Angleterre) à un moment crucial et constituera le premier test pour le Canada et les autres pays du G8 qui ont pris des engagements en juillet dernier à la réunion de Gleneagles. Il sera impossible de respecter l'engagement de garantir l'accès universel au traitement du VIH/sida d'ici 2010 à moins d'accroître considérablement le financement pour le traitement du VIH/sida et de remettre au Fonds mondial les argents dont il a besoin.

Le Canada a démontré son leadership dans le dossier de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme puisqu'il est l'un des membres fondateurs du Fonds mondial et le plus important donateur pour l'initiative 3x5 parrainée par l'Organisation mondiale de la santé. Nous vous prions instamment de continuer à faire preuve du même leadership en veillant à ce que le Canada contribue sa juste part au Fonds mondial lors de la conférence de reconstitution des ressources les 5 et 6 septembre prochain.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre très haute considération.



Michael O'Connor
Directeur général
Coalition interagence sida et développement



Kenneth V. Georgetti
Président
Congrès du travail du Canada



Gerry Barr
Président-directeur général
Conseil canadien pour la coopération internationale



Dave Toyce
Président et Directeur général
Vision mondiale Canada

Au nom de:

AIDS Bow Valley
AIDS Calgary Awareness Association
AIDS Committee of Newfoundland (ACNL)
AIDS Committee of Toronto
Alliance de santé communautaire Canada-Afrique
(ASCCA)
Alliance for South Asian AIDS Prevention
(ASAAP)
Asian Society for the Intervention of AIDS
(ASIA)
Atlantic Centre of Excellence for Women's Health
BC Persons with AIDS Society (BCPWA)
Care Canada
CECI – Programme UNITERRA
Central Alberta AIDS Network Society
Christ Church Cathedral – HIV/AIDS Africa Support Group
Congrès du travail du Canada
Conseil canadien de surveillance et d'accès au traitement
Entraide universitaire mondiale du Canada
Foster Parents Plan

Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale
International Action Committee of the Alberta Community Council on HIV
International Council of AIDS Service Organizations – ICASO
L'Église Unie du Canada
Northern AIDS Connection Society
Peggy Frank
People to People AID Organization
Positive Women's Network
Réseau juridique canadien pour le VIH/sida
RÉSULTATS Canada
Société canadienne de santé internationale
Société canadienne du sida
Tanzania Education and Micro-Business Opportunity (TEMBO)
The AIDS Coalition of Cape Breton
UNICEF Canada
USC Canada
Vancouver Island Persons Living with HIV/AIDS Society
VSO Canada

c.c. *L'hon. Aileen Carroll, ministre de la Coopération internationale*
L'hon. Ralph Goodale, ministre des finances
L'hon. Pierre Pettigrew, ministre des Affaires étrangères